

La voix de l'opposition de gauche

Un courriel reçu et ma réponse. Pour la constitution de comités ouvriers révolutionnaires, contre la perspective d'une Assemblée constituante.

Le texte du camarade est en noir et le mien en bleu. J'ai reformaté les caractères de son courriel en mettant des lettres en capital quand c'était nécessaire pour la présentation de cet article.

Cher camarade,

- ce n'est pas la haine qui est mauvaise conseillère mais la colère comme dit le proverbe.

Merci pour cette précision, tu as raison et je n'y avais pas réfléchi : la haine vient de loin, à l'émotion, au ressentiment se joint la réflexion, contrairement à la colère qui est davantage spontanée, mais cette dernière n'est pas forcément sans signification profonde, elle dénote cependant une perte de la maîtrise de soi quand elle n'est pas contrôlée.

Tu pourras faire cette mise au point à mon ex-responsable de secteur à l'OCI.

- Je suis un très vieux militant qui a quitté l'OCI en 1978 parce que (raison personnelle – note de J-C T) mais je suis resté fidèle au bolchevisme ; tu te trompes quand tu penses que nous ne réfléchissons pas aux indications de nos dirigeants du POI ; au contraire nous suivons attentivement les développements de la révolution au Moyen-Orient et nous pensons que construire un parti révolutionnaire est la clé de la victoire ; ici nous sommes conséquents pour organiser le combat contre l'augmentation de l'eau votée sans exception par tous les réformistes de même que la démolition des HLM sans reconstruire et nous proposons la carte de parti en disant que nous sommes pour la révolution ouvrière ;

A te lire, on ne sait pas si tu es ou non militant du POI, peu importe. Entre "*penser*" que "*construire un parti révolutionnaire est la clé de la victoire*" et l'exprimer clairement comme le font des militants d'autres formations politique que le POI, ce n'est pas tout à fait la même chose.

Tu me diras où, quand et comment du PT au POI leurs dirigeants ont précisé un jour dans IO la place déterminante du parti dans la lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat, en quoi il est indispensable pour vaincre notre ennemi de classe. Mieux encore, on cherchera en vain la place du parti dans la stratégie ou le programme proposé par le PT puis le POI. Toute la politique du parti devrait être subordonné à cet objectif politique relié à celui de la question du pouvoir et de l'Etat. Or, pour que cela soit le cas faudrait-il encore que la stratégie du parti s'inspire des enseignements de la révolution russe dont l'un des principaux éléments était le type de parti qu'il fallait impérativement construire pour envisager sérieusement de prendre le pouvoir un jour et le conserver, or les dirigeants de l'OCI ont tourné le dos sciemment à ce type de parti au début des années 80.

Dis-moi franchement, honnêtement, depuis le début des soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord il y a déjà près d'un mois et demi, où a-t-on pu lire dans IO un mot, une seule référence à la question du parti qui fait terriblement défaut au prolétariat de ces pays (et au nôtre), où ? Nulle part et tu le sais très bien ou tu ne t'en es pas rendu compte parce que justement la question du parti n'est pas une priorité pour tes dirigeants contrairement à ce que tu affirmes, à moins que cela m'ait échappé, ce qui est possible. Dès lors, comment le POI pourrait-il prétendre être d'une quelconque utilité aux travailleurs (en France ou dans d'autres pays), dès lors qu'il passe à côté de l'un des principaux enseignements des soulèvements révolutionnaires tunisien et égyptien ?

Quand le POI avance l'Assemblée constituante, dis-moi quelle place réserve-t-il au parti dans cette stratégie, je ne te parle pas de ce que vous vous racontez en réunion entre vous, mais ce qu'on peut lire dans IO ? Aucune, il disparaît littéralement, volatilisé, au mieux il est ravalé au même rang que tous les autres partis, y compris les partis de la réaction. C'est l'Assemblée constituante qui devrait élire son gouvernement, en somme c'est la IV^e République que le POI nous propose, le président du Conseil en moins je suppose, institution adulée en son temps par les réformistes et les stalinien.

Maintenant que vous expliquiez aux travailleurs que vous rencontrez lors de batailles ou de diffusions que vous êtes pour la "révolution ouvrière", je ne me permettrais pas de mettre ta parole en doute, à LO, au NPA et dans certaines tendances du PCF aussi ils l'affirment sans que cela veuille dire grand chose, car dans le combat quotidien du POI on n'en trouve pas la moindre trace, pas davantage que le combat contre la Constitution et les institutions, un entrefilet parfois en bas de page doit suffire apparemment.

Pour compléter en reprenant ce que je précisais dans ma causerie d'hier où j'évoquais l'éditorial de D. Gluckstein (IO n°137), rompre avec les institutions de la Ve République est une nécessité, reste encore à savoir pour quoi faire : pour laisser le pouvoir à la classe des capitalistes et se contenter d'une « meilleure répartition des richesses » ou pour les exproprier et avancer sur la voie du socialisme ? Dans son éditorial il est question de la « *réouverture des classes et des hôpitaux, le rétablissement des services publics* », on est en droit de se poser la question : dans quelles conditions, c'est tout ? Il ne l'a pas précisé, par contre on se souvient qu'à chaque fois que des travailleurs se sont opposés à des plans de licenciements ou de fermetures d'usines l'an passé, à aucun moment le POI n'a avancé le mot d'ordre d'expropriation des propriétaires ou des actionnaires, il s'est systématiquement aligné sur les appareils des syndicats qui expliquaient à ces travailleurs, qu'ils devaient se contenter de combattre pour obtenir les meilleures indemnités de licenciement possibles, les subordonnant ainsi une fois de plus au capitalisme, sans jamais par ailleurs leur indiquer qu'une autre voie était possible, même si dans les conditions actuelles il s'avérerait difficile ou impossible de l'emprunter.

Ce que je veux dire par là, c'est que du point de vue de l'éducation des travailleurs et de la nécessité de les familiariser avec les principes du socialisme, si nous ne le faisons pas nous-mêmes qui le fera à notre place, personne et tu le sais bien, le POI n'a pas franchement fait la démonstration qu'il était sur une ligne de rupture avec le capitalisme, et il ne s'est pas davantage comporté comme un parti qui prétend lutter pour aider la classe ouvrière à prendre le pouvoir un jour, note bien, pas une fois, mais à de multiples reprises, ce qui tendrait à prouver que ce n'est pas cet objectif qui détermine la politique du POI. Lequel alors? Je te laisse le soin d'y réfléchir.

Au fait, les soulèvements révolutionnaires actuels, ils en pensent quoi les contre-révolutionnaires Schivardi ou Jeanneney qui sont à la direction du POI, et ils ne doivent pas être les seuls dans ce cas-là ? Je suis sûr qu'ils sont enthousiasmés par ces révolutions, normal, ils ne les vivent pas au quotidien, elles se déroulent trop loin de chez eux pour les effaroucher ! Que je suis distrait, ils ont l'esprit ailleurs, ils préparent les élections cantonales !

- je ne comprends pas l'opposition entre assemblée constituante que condamne comme mot d'ordre le cci-t (article transmis par toi) et la centralisation des comités de défense et de surveillance ouvrière qui au contraire nourrissent par leur combat ce mot d'ordre jusqu'à ce que cette assemblée s'épuise au profit exclusif des comités qui termineront avec le parti la réalisation de la victoire ; court-circuiter cette assemblée alors que nous sommes ultra minoritaires aux élections de cette assemblée peut nous couper du mouvement mais nous ne soutenons que des mots d'ordre des comités;

Je ne vais pas me substituer aux camarades du CCI-T et répondre à leur place, je vais leur poser ta question dès aujourd'hui, s'ils me répondent rapidement, je te transmettrai leur courriel dans le site. Depuis que j'ai rédigé ces lignes, je leur ai adressé un courriel à ce jour sans réponse.

La question de l'Assemblée constituante pose problème à plus d'un titre selon moi. Tout dépend également à quel moment on la pose comme tu le signales.

Le groupe Bolchevik, qui est aussi issu du PCI, a semble-t-il abordé correctement cette question récemment (http://www.luttedeclasser.org/tribune/GB_Tunisie_290111.pdf) :

« Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale. Or, le chef du PCOT confirme explicitement que la perspective du Parti « communiste » des ouvriers de Tunisie est un bloc avec la bourgeoisie « démocratique ».

Pour préparer l'assemblée constituante, nous avons besoin d'un gouvernement formé d'hommes et de femmes sans liens avec l'ancien régime, qui jouissent véritablement du respect et de la confiance des forces démocratiques qui n'ont jamais cessé d'agir dans le pays. Ces femmes et ces hommes existent aujourd'hui.

C'est grâce à eux que nous pourrions espérer jeter les bases d'une démocratie en Tunisie, dans un délai de trois à six mois, si le climat politique le permet. (Hamma Hammami, Mediapart, 18 janvier 2011)

Hammami fait disparaître les classes et donc la lutte entre les classes. De fait, les prolétaires sont appelés par le PCOT à placer leur confiance dans « des hommes et des femmes » non nommés qui sont approuvés par des « forces démocratiques » non identifiées. Bref, pour le PCOT, il suffirait d'exclure les membres de l'ancien gouvernement (tout en laissant en place l'état-major ?) et de collaborer avec les « forces démocratiques ». La leçon tirée des révolutions de 1848 par les communistes est bien différente :

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, les ouvriers établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune. (Friedrich Engels et Karl Marx, Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, 1850, Oeuvres choisies, Progrès, t. 1, p. 189)

L'alliance avec la bourgeoisie conduit forcément à limiter les revendications et les luttes des travailleurs, donc à paralyser et démoraliser la classe ouvrière, à décevoir ses alliés potentiels (paysans pauvres, travailleurs indépendants des villes, étudiants, conscrits...), à encourager les complots de la réaction dont les travailleurs feront les frais. Telles sont les leçons de la Chine en 1927, de l'Espagne en 1937, de la Bolivie en 1952, de l'Iran en 1953, de l'Indonésie en 1965, du Chili en 1973... »

On comprend que le POI ne puisse pas reprendre publiquement à son compte (dans IO) une telle argumentation et orientation, puisqu'une partie de sa direction et de ses militants sont opposés par principe à toute révolution.

Il faut saisir la différence essentielle qui existe entre un gouvernement issu d'un conseil national des comités populaires révolutionnaires qui sont l'expression vivante de la révolution en marche et que les travailleurs ont créés de toutes pièces, gouvernement qui en réalité serait le prolongement de ces comités ou ferait partie intégrante du processus révolutionnaire, comités dans lesquels n'interviennent que des exploités issus de la classe ouvrière ou de la petite-bourgeoisie avec leurs syndicats et partis, donc sans représentants officiels du camp de la réaction, dit autrement encore, ces comités ont un contenu de classe bien délimité, si l'on tient à être précis, on dira que théoriquement leur intervention se situe exclusivement sur le terrain de classe du prolétariat, dans les faits c'est une autre paire de manches car ils sont bourrés d'illusions et ne maîtrisent pas vraiment leur sujet, d'où la place déterminante du parti pour donner une orientation correcte à leur combat, ils reposent et en principe ils expriment uniquement les besoins de la classe ouvrière qui se confondent finalement avec ceux de l'ensemble des exploités.

Pour rappel, en octobre 1905 en Russie, le premier soviet se constitua à partir d'une poignée de délégués de comités de d'usines en grève ensuite rapidement rejoints par d'autres, puis l'ensemble des syndicats et des partis ouvriers, y adhèrent également les étudiants et une large fraction de la petite-bourgeoisie, finalement, c'est la majorité de la classe ouvrière qui se reconnut dans le soviet de Petersbourg, et c'est ce soviet qui devait prendre la direction de la révolution, décider des mots d'ordres et des objectifs politiques pour lesquels combattre, pour faire bref. Ainsi, il n'y avait aucune ambiguïté sur la nature de classe de cet organisme de pouvoir qu'avait créé eux-mêmes les ouvriers et qu'il dirigeait. Si la révolution de 1905 avait pu être menée à son terme, un gouvernement ouvrier aurait été formé à partir des soviets, dès lors la question d'un gouvernement issu d'une Assemblée constituante ou une autres institutions ne se serait pas posée, puisqu'il aurait été possible de la résoudre plus simplement.

En octobre 1917, le développement des soviets avait pris une telle ampleur que cette question était devenue un obstacle qui pouvait diviser la classe ouvrière et la faire échouer dans sa tentative de prise du pouvoir, la composition de la dernière Assemblée constituante élue ne reflétant pas les immenses avancées de la révolution. Les bolcheviks hésitèrent jusqu'au dernier moment à organiser de nouvelles élections à l'Assemblée constituante, et si finalement Lénine abandonna cette idée, c'est tout simplement parce qu'elle n'avait plus de raison d'être, les soviets étant devenus entre temps l'organe de direction et de pouvoir de la classe ouvrière et de la paysannerie, le pilier du futur Etat ouvrier. Il faut ajouter une précision importante, Lénine pris également cette décision parce que les bolcheviks étaient devenus majoritaires au sein des soviets des grands centres industriels mais pas dans tout le pays, le parti bolchevik disposait ainsi de la confiance de la majorité de la classe ouvrière, classe encore minoritaire dans le pays à cette époque, de la

légitimité pour prendre le pouvoir et former un gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire, donc de conditions très favorables pour mener à son terme la révolution socialiste, ce qui n'aurait pas été aussi évident avec une Assemblée constituante dont le mode de scrutin était plus favorable aux éléments indécis ou contre-révolutionnaires. Le cours de la révolution devait porter le parti bolchevik au pouvoir en s'appuyant sur les soviets où étaient organisées les masses révolutionnaires, dès lors l'existence de l'Assemblée constituante n'avait plus de raison d'être, sauf d'entrer en conflit et concurrence avec les soviets pour tenter de leur ravir le pouvoir, ce qu'il fallait éviter à tout prix. Elle sera abolie par un décret rédigé par Lénine avec l'aval du soviet suprême en janvier 1918, si je ne me trompe pas.

Après cette digression, revenons à notre époque.

S'agissant de l'Assemblée constituante, passons sur le fait qu'ils en existent ou en a existé à travers le monde en Afrique et en Amérique latine depuis plus d'un demi-siècle sans que la classe ouvrière n'ait pris le pouvoir dans aucun pays ; dans le IO n°132 page 4, ils citaient celle de 1956 en Tunisie qui n'a pas vraiment débouché sur la conquête du pouvoir par le prolétariat... Plus proche de nous, on pourrait prendre l'exemple de la Bolivie qui se solde par le même constat.

On ne sait pas trop d'où elle pourrait jaillir, qui la convoquerait et quels en seraient les contours précis, à tel point que dans le même numéro d'IO, on pouvait lire à la suite des mesures sociales que devraient prendre un gouvernement (lequel ? mystère ! ils ne sont même pas foutus de le caractériser !) « *Qui imposera de telles mesures d'urgence ? Un gouvernement porté par la mobilisation des exploités et des opprimés* », d'où sortirait-il celui-là encore, de qui ou de quoi serait-il constitué, encore un mystère !, apparemment il n'y aurait même pas besoin d'une révolution pour le mettre en place puisqu'il ne s'agirait pas d'une mobilisation révolutionnaire, un mot qui en effraie plus d'un à la direction du POI, je ne peux pas inventer une formulation qui n'existe pas dans IO, je suis désolé, vos dirigeants sont suffisamment intelligents et expérimentés pour savoir précisément ce qu'ils écrivent et ce qu'ils n'écrivent pas.

Puis, comme on saute du coq à l'âne, ils écrivaient « *Un tel gouvernement devrait établir les bases réelles de la démocratie répondant aux besoins du peuple. Il serait libre de convoquer une véritable Assemblée constituante par laquelle les délégués du peuple définiraient eux-mêmes ce que doit être la démocratie émancipée des exigences des banquiers, des spéculateurs et des prévaricateurs.* »

Désolé, seule la classe ouvrière organisée et devenue la classe dominante imposant sa dictature à la classe des capitalistes peut « *établir les bases réelles de la démocratie* » et non un gouvernement sorti du néant !

Qu'on récapitule pour ne pas s'égarer en route, car on nage en plein aventurisme : un gouvernement qui sortirait de nulle part et dont on ignore tout sur sa composition, convoquerait une Assemblée constituante elle-même sortie de nulle part, puisque si elle se composerait de « *délégués du peuple* », on ignore d'où ceux-ci sortiraient à leur tour, il ne manque plus que madame Soleil pour compléter le tableau et nous indiquer quelles seraient les étapes qui permettraient de parvenir à la constitution d'un tel organisme politique dont l'existence demeure aussi hypothétique qu'in vraisemblable dans la forme où elle nous est présentée ici.

Vous n'avez pas remarqué qu'il manquait au moins deux éléments capitaux dans ce scénario ? Le parti et les comités révolutionnaires dans lesquels la classe et les masses seraient organisées et qui exprimeraient au plus haut degré la maturité atteinte sur le plan politique par le processus révolutionnaire engagé ou « *la mobilisation des exploités et des opprimés* » dont il était question plus haut. Or, sans l'organisation de l'ensemble de la classe, pas de « *délégués du peuple* » pour meubler cette Assemblée constituante, dès lors elle repose sur du vent ! Autre question : comment peut-on envisager sérieusement de s'émanciper « *des exigences des banquiers, des spéculateurs et des prévaricateurs* » sans que la classe soit organisée ou détienne le pouvoir ?

Mais peut-être que vos dirigeants ont « *oublié* » ce « *détail* », cet élément capital de la mobilisation révolutionnaire des masses qui spontanément a jailli lors de la révolution tunisienne. On pourrait nous rétorquer qu'il suffirait de convoquer des Assemblées constituantes dans tous le pays qui éliraient leurs délégués à l'Assemblée constituante disons nationale, sauf que cela n'est mentionné nulle part dans IO, et rien ne dit que la totalité des partis ne pourraient pas y participer afin de faire élire leurs délégués, donc y compris ceux des partis bourgeois. On a du mal à cerner où ils veulent en venir vraiment. La population serait appelée un jour à une grande réunion fraternelle au cours de laquelle chacun pourrait s'exprimer, on voit déjà le bordel et les provocations d'ici, ensuite les participants éliraient leurs délégués et rentreraient tranquillement chez eux en attendant la prochaine convocation. Et tous ceux qui n'auront pas pu ou voulu

participer à cette auguste assemblée, ils font quoi, ils comptent pour du beurre, ils restent en dehors de ce processus ? Si c'était des Assemblées constituantes locales qui élisaient leurs délégués, cela ne nous dit pas comment serait organisée cette élection, qui pourraient y participer, est-ce que ce serait une sorte de scrutin au suffrage universel copié sur le modèle que nous connaissons aujourd'hui pour élire les députés ? Et une fois cette réunion terminée, on plie bagage et on se donne rendez-vous pour plus tard, entre temps tout le monde retourne travailler et la vie reprend son cours normal ou ces Assemblée constituantes locales seraient destinées à avoir une existence permanente ? Ont-elles vocation à organiser les travailleurs, à se fixer des tâches et des objectifs politiques, à intervenir dans la lutte de classes quotidienne, à se transformer en direction de la révolution ? Ce n'est indiqué nulle part dans IO.

Autre question peut-on comparer un conseil national des comités populaires révolutionnaires constitués à l'initiative des travailleurs, par les travailleurs eux-mêmes avec leurs partis et syndicats dans le prolongement ou au cours de leur mobilisation révolutionnaire, avec un organisme politique appelé à se constituer à l'appel d'un « *gouvernement* » qui leur est extérieur ou sur lequel ils ne peuvent exercer aucun contrôle ?

Vous allez me dire pour le coup que c'est moi qui me contredis, puisque je prétends de mon côté que c'est le parti qui doit constituer le premier gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire au cours de la révolution en attendant que les soviets ou comités prennent le relais, en s'appuyant sur eux en attendant, à condition bien sûr que le parti soit majoritaire dans ces comités, dans mon scénario l'Assemblée constituante n'a évidemment pas sa place puisqu'elle est déjà prise par les soviets ou comités.

Erreur, effectivement c'est bien la stratégie que je défends, sauf que j'annonce la couleur, je n'avance pas masqué, alors qu'avec le scénario que nous ont concocté les dirigeants du POI, c'est pire que du gruyère et on se demande avec quoi ils vont boucher les trous, à moins que d'autres s'en chargent entre temps et que tout leur édifice construit sur des sables mouvants ne finisse par s'écrouler.

On pourrait encore aborder cette question sous un autre angle : quelle pertinence y aurait-il à constituer des comités ou soviets dès lors qu'ils n'auraient pas vocation à s'unifier ou à se fédérer à l'échelon national pour constituer les piliers du nouvel Etat ouvrier, en quoi dès lors une Assemblée constituante présenterait-elle un intérêt, pour qui, pour quelle classe ?

Pourquoi vouloir à tout prix imposer à la classe ouvrière un organisme politique qui ne serait pas issu directement de sa mobilisation révolutionnaire ou qu'elle n'aurait pas créé de ses propres mains ? Ne serait-ce pas prendre le risque de conduire à sa démobilité en lui dictant d'en « *haut* » la marche à suivre, puisque ce serait un « *gouvernement* » qui inviterait les travailleurs à mettre en place cette Assemblée constituante, comme s'ils n'étaient pas capables par eux-mêmes de s'organiser et de créer leurs propres organismes politiques indépendants ? Suivez bien car nous abordons une question cruciale qui montre à quel point cette stratégie est vouée à l'échec : s'ils s'avéraient que les travailleurs étaient incapables de créer leurs propres organismes politiques, cela signifierait que leur conscience politique n'aurait pas atteint un niveau de maturité suffisant pour exercer le pouvoir, dès lors il faudrait en conclure qu'ils n'auraient pas davantage la capacité de détenir le pouvoir au sein de cette Assemblée constituante, qui d'autre alors le détiendrait sinon la classe des capitalistes ?

Oui mais, mais les travailleurs pourraient atteindre cette maturité politique au fil du temps au regard des décisions prises par l'Assemblée constituante. Ben voyons, jusqu'à présent nous affirmions que leur maturité politique était le produit de leur combat, de leur mobilisation ou leur expérience pratique, et voilà que du jour au lendemain elle serait le fruit de leurs analyses des délibérations d'une Assemblée constituante dont ils suivraient les travaux de loin ou d'un oeil distrait, pour ce qu'il leur en parviendrait ou on leur en dirait. A ce rythme-là, ils ne sont pas prêts de devenir la classe dominante et d'imposer leur dictature à la classe des capitalistes.

Le POI a fait l'impasse sur l'organisation spontanée de la classe et des masses au cours du processus révolutionnaire, parce que cet élément s'inscrit en totale contradiction avec sa stratégie et avec le type de parti qu'ils sont en train de construire, tournant le dos ainsi à deux enseignements déterminants de la révolution d'Octobre.

Imaginons un instant que ces comités surgissent spontanément et parviennent à se fédérer nationalement, que deviendrait alors cette Assemblée constituante, à quoi pourrait-elle servir, quelle raison d'être aurait-elle sachant que les comités fonctionneraient déjà comme un embryon de pouvoir ouvrier ? Lequel des deux faudrait-il sacrifier ?

Pourquoi ne pas s'inspirer des éléments les plus déterminés du prolétariat tunisien qui concentrent leur combat sur les comités qu'ils ont constitués dans la perspective de les fédérer à l'échelle nationale, pourquoi faudrait-il toujours s'appuyer sur les éléments les plus retardataires de la classe ouvrière ou de la petite-bourgeoisie ? Parce que ces derniers seraient les plus nombreux ? Et après, de toutes manières ni les uns ni les autres n'ont les moyens d'imposer leur stratégie politique, ni l'une ni l'autre ne verra le jour dans les conditions actuelles. Dès lors, à partir de quel point doivent-ils continuer le combat, doivent-ils repartir de zéro ou doivent-ils persévérer si les conditions le permettent, quitte à reculer en ordre pour mieux assurer les acquis de leur combat des deux mois écoulés, en établissant un bilan honnête et sans concessions de leur révolution.

Je suis d'accord pour considérer que le mot d'ordre d'Assemblée constituante peut se concevoir tant que les travailleurs ne se sont pas organisés eux-mêmes en comités, mais dès lors qu'ils ont commencé à s'engager dans cette voie, on doit les encourager à persévérer car c'est la seule voie pour prendre le pouvoir, leur opposer l'Assemblée constituante conduirait à les diviser, les embrouiller, à les faire douter de la voie qu'ils ont empruntée, avec le risque de se sentir déposséder des fruits de leur combat et de se démobiliser.

On aurait pu commencer par répondre à la question suivante et s'éviter cette longue démonstration, mais il était important de préciser certains points et de traiter certaines hypothèses : quelle est la nature de classe des comités révolutionnaires et de l'Assemblée constituante ? Les comités révolutionnaires sont le produit du combat de la classe ouvrière engagée dans une révolution pour renverser le régime en place, tandis que l'Assemblée constituante n'est que le produit déformé d'un rapport de force entre les classes à un moment déterminé au profit de la classe qui détient toujours le pouvoir, le nerf de la guerre, l'argent, les moyens de production, donc la classe des capitalistes.

- ici nous sommes très conscients de ces problèmes de tactique que suggère souvent la lecture de io ; aujourd'hui je suis en désaccord avec le PT algérien qui devrait se mobiliser contre le gouvernement, mais est-ce une raison pour rompre en ce moment avec l'Entente internationale des travailleurs.

Cette question s'adresse aux dirigeants et aux militants du POI, je n'ai pas à y répondre. Je ne voudrais pas dire de bêtises, mais il me semble que sans Lambert et ses acolytes, le PT d'Algérie n'existerait pas, alors demandez plutôt à Gluckstein pourquoi ce parti soutien le gouvernement Bouteflika, donc indirectement le POI.

Je rajoute après coup que j'ai répondu à cette question dans mon article précédent.

- continue à publier, je te lis même si je ne partage pas ton jugement sur le parti qui n'est pas entièrement ce que tu lis dans IO.

On fait ce qu'on peut et je te remercie pour cet encouragement à continuer. Je te souhaite également une bonne continuation.

Je manque toujours de temps pour peaufiner mes articles et vous m'en excuserez, l'essentiel c'est que l'orientation générale soit correcte et il me semble qu'elle l'est.